

comme chef de l'Opposition de Sa Majesté, et il a prouvé qu'il avait amélioré sa santé que nous voyions avec peine dans une condition un peu affaiblie à la fin de la dernière session; mais s'il est revenu avec une meilleure santé, il a conservé son tempérament et ses vieilles dispositions. De même que moi, l'honorable député est retourné chez lui en Angleterre. Il trouve à redire parce que je suis retourné en Angleterre, et que j'ai été reçu par quelques-uns de mes amis politiques. Il me blâme d'avoir assisté à un dîner qui m'a été offert par les membres d'un club dont je fais partie, et d'avoir fait un discours dans cette occasion. L'honorable député est allé en Angleterre et a fait un discours—

M. LANDERKIN : Nous en sommes orgueilleux.

Sir JOHN A. MACDONALD : J'admets que l'honorable député en est orgueilleux. Mais l'honorable député a cru que mon discours prononcé au club Saint George était digne de quelques remarques, et il m'a accusé d'exagérer dans ma déclaration que le Canada offrait un climat salubre; il a appuyé sur le mot "magnifique." Si ce mot se trouve dans mon discours tel que rapporté, je ne l'ai jamais dit. J'ai parlé du Canada comme étant un pays magnifique, et cela est vrai en dépit du dénigrement qu'en a fait l'honorable député. J'ai parlé du Canada comme offrant des avantages aux émigrés anglais, écossais et irlandais, et cela est vrai malgré les discours de l'honorable monsieur, qui ont déterminé tant de colons à se diriger vers le Kansas et autres parties des Etats-Unis. J'ai parlé du climat du Canada; j'ai dit que jusqu'au pôle nord, c'est-à-dire depuis la frontière jusqu'au pôle nord, il n'est pas une partie du Canada qui ait à souffrir des fièvres malignes, maladies qui existent dans les autres pays. Nous n'avons pas la fièvre du Texas en Canada, nous n'avons pas les plaintes du Kansas; tous nos animaux semblent protégés par la Providence contre les maladies qui sévissent parmi les troupeaux dans les autres pays. C'est l'habitude de l'honorable député, ainsi que de ses partisans, de saisir toute occasion d'attaquer la réputation du Canada.

M. l'Orateur, j'ai dit la vérité, en déclarant que chaque acre de terre en Canada offre un climat salubre, où, hommes, femmes, enfants peuvent immigrer et prospérer. L'honorable monsieur a aussi fait allusion à mes idées trop patriotiques. Il trouve, en effet, que je fais la cour à la mère-patrie, cherchant des faveurs en déclarant que le Canada serait prêt à donner son dernier homme pour la défense de l'Empire. Je sais que l'honorable monsieur ainsi que l'honorable député de Québec-Centre, M. Laurier, ne seraient pas disposés à dépenser leur argent, ni à décrocher le mousquet, dans ce but; je sais qu'aucun de leurs partisans n'est dans ces dispositions; et ils rient, je pourrais dire, dans leur barbe, en m'entendant dire que l'Angleterre, en cas de détresse ou de danger, en cas de péri's ou de guerre, trouverait les Canadiens prêts à l'appuyer et à la défendre.

M. l'Orateur, mon discours ne voulait pas dire simplement que nous offririons jusqu'à notre dernier sou et notre dernier homme. Je me suis déclaré en faveur d'une union entre l'Angleterre et ses colonies, un arrangement en vertu duquel l'Angleterre, le Canada, l'Australie formeraient un grand empire, qui, en unissant ses hommes et par ses forces serait assez puissante pour défier les armées de l'univers. Voilà ma déclaration: je l'ai déjà faite dans cette Chambre. Chaque fois que j'ai eu l'occasion de parler sur ce sujet, j'ai dit que l'avenir de l'empire dépendait de l'union intime du pouvoir central et de ceux des colonies; et je crois, M. l'Orateur, que si la question était mise devant les électeurs du Canada, hommes et femmes—et sur ce point on devrait accorder le droit de vote aux femmes, car elles seraient les électeurs les plus loyaux—je crois, dis-je, que dans ce cas, l'honorable chef de la gauche se trouverait entouré d'une faible minorité, s'il osait s'opposer à un système bien organisé en vertu duquel la mère-patrie et ses

colonies seraient réunies en une grande armée pour maintenir la civilisation du monde, la haute civilisation des peuples vivant dans les limites du grand empire auquel nous sommes fiers d'appartenir.

L'honorable député veut aussi me faire dire que les Français n'oseraient pas venir ici, parce que dans ce cas nous ferions appel à l'Union américaine. Je n'ai pas dit cela; on a dénaturé mes paroles. Voici ce que j'ai dit: que des articles venant des journaux américains et reproduits par des journaux anglais ont soulevé des préjugés en Angleterre, que ces articles avaient jeté une certaine défiance dans l'esprit du peuple, du gouvernement et du parlement anglais. Lors de mon dernier voyage en Angleterre, j'ai constaté que ces remarques avaient fait quelque impression sur l'esprit du peuple. On disait: "Est-ce vrai ce que disent le *New-York Herald* et autres journaux, que les Canadiens français vont lever une armée et se séparer du Canada, et que l'on ne peut plus compter sur leur loyauté?" Connaissant les Canadiens français depuis 40 ans, j'ai pris sur moi de nier la chose. J'ai dit qu'aucuns sujets de Sa Majesté, de quelque origine qu'ils fussent, ne seraient plus loyaux à l'Empire, à la Couronne d'Angleterre, que les Canadiens français. Et j'ai dit de plus, pour combattre les préjugés qu'une partie de la presse continuait chaque jour de répandre, que si les Canadiens étaient loyaux, ils ne désiraient pas rompre l'union entre le Canada et l'Angleterre, bien que dans le moment la République Française fut à la recherche de colonies au moyen d'une politique coloniale active et agressive, il n'y avait nullement à craindre des tentatives d'intrigues auprès des Canadiens français, parce que les hommes d'Etat français se rappellent trop bien le résultat obtenu, lorsque Maximilien, avec une ambition erronée mais généreuse, vint pour fonder un Etat dans le Mexique. Les Etats-Unis diraient alors au gouvernement français, retirez-vous; aucune monarchie européenne ne mettra le pied sur ce continent. Aucun gouvernement européen ne peut venir dans cette Amérique du Nord. C'était là la doctrine de Monroe; et cette doctrine étant connue, détruit toute possibilité pour le gouvernement français d'intriguer et de semer un esprit de déloyauté qui n'existe pas aujourd'hui chez des descendants de Français vivant heureux en Canada. Voilà l'expression dont je me suis servi, et je demanderai à mes amis canadiens français, tant adversaires que partisans, si tel n'est pas le sentiment des Canadiens français. Sans doute je n'ai pas exprimé les sentiments d'un d'entre eux, l'honorable député de Québec

M. LAURIER : A l'ordre; l'honorable député n'a pas raison de m'imputer de tels sentiments.

Sir JOHN A. MACDONALD : Je ne fais aucune imputation.

M. LAURIER : Oui; vous m'accusez de déloyauté.

M. BOWELL : Vous avez dit que vous prendriez les armes.

Une VOIX : Il est resté à son poste; il ne s'est pas enfilé.

Sir JOHN A. MACDONALD : Il n'a jamais avancé ni reculé; voilà toute la différence. Maintenant, j'ai défendu, dans mes faibles capacités, les remarques que j'ai faites en Angleterre. Je ne crois pas que mes paroles aient été mal comprises par ceux qui étaient de bonne foi; elles sont si claires, qu'elles ne pouvaient pas être mal interprétées. Il est un point sur lequel l'honorable député (M. Blake) a certainement fait erreur, lorsqu'il a prétendu que j'avais déclaré que nous formions une marine. J'ai dit que nous étions à former une armée, mais certainement pas une marine. Nous avons formé une armée de citoyens soldats qui ont prouvé qu'ils pouvaient marcher côte à côte avec les forces anglaises. Si l'honorable député insinue que mon discours a été trop loyal, trop patriotique, dans le sens anglais, je ne saurais porter la même accusation contre lui au sujet du dis-